

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 165, 24 septembre 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Associations

• La France associative en mouvement.

Cécile Bazin ; Jacques Malet.

Recherches & Solidarités ; septembre 2015. 49 p. @

Ce rapport se focalise sur trois composantes d'analyse de la dynamique associative en France : un emploi associatif qui représente actuellement un enjeu économique et social majeur, une démographie qui prend en compte de nouvelles structures associatives et enfin un baromètre du moral des responsables associatifs. Parmi les chiffres-clés : l'emploi associatif représente aujourd'hui près d'un salarié du secteur privé sur dix et près de 60 % des emplois associatifs sont concentrés dans le secteur sanitaire et social.

• L'avenir des modèles socio-économiques des associations.

La Fonda ; B. Engelbach ; J-P. Jaslin et al.

Note d'analyse ; 2015. 4 p. @

Dans cette note de prospective, les auteurs analysent l'évolution des ressources des associations. Ils mettent en avant un certain nombre de tendances : changement de nature des financements publics, développement des logiques d'alliance et de mutualisations, porosité des frontières entre l'économique et le social et enfin, montée de la paupérisation et de la précarité.

Etat de la France 2015

Conseil économique, social et environnemental
Septembre 2015

Présentation par
Daniel-Julien Noël au nom
de la section de l'Economie
et des Finances du Cese
@

En complément,
se reporter à la rubrique
Observation de ce numéro

drastiquement la pollution. La planète pourrait ainsi économiser jusqu'à 22 milliards de dollars d'ici à 2050 et réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 3,7 gigatonnes d'équivalent-CO2 à horizon 2030, soit le niveau actuel d'émission annuel de l'Inde. A condition toutefois que les gouvernements nationaux mettent en place rapidement les dispositifs nécessaires.

Développement économique

• L'économie circulaire : quelques questions clefs. Rapport complémentaire au rapport "L'économie circulaire : état des lieux et perspectives"

CGEDD ; B. Perret ; S. Alexandre ; P. Douard et al. 2015. 98 p. (Rapport n° 009548-01). @

Le présent document approfondit certains points rapidement évoqués dans le premier rapport. Plus précisément : l'action des pouvoirs publics (la gouvernance publique de l'économie circulaire), l'action communautaire en matière d'économie circulaire, l'éco-conception, l'économie circulaire dans le BTP et la gestion de la ressource foncière.

• Rapport d'information (Assemblée nationale) du 16 septembre 2015 en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle (MEC) sur les chambres consulaires, leurs missions et leurs financements.

Catherine Vautrin ; Monique Rabin.

Assemblée nationale. Septembre 2015. 408 p. @

Les rapporteuses présentent une situation actualisée des trois réseaux consulaires : les chambres de commerce et d'industrie (CCI), les chambres des métiers et de l'artisanat (CMA) et les chambres d'agriculture (CA). Pour chacun d'entre eux, le rapport aborde d'une part les réformes en cours en matière de gouvernance et, d'autre part, l'adéquation de leur financement aux missions qui leur sont confiées.

Développement territorial

• Vers une approche collaborative du développement des territoires. Le cas de la Haute-Alsace.

Université de Savoie Mont-Blanc ; IREGE ; C. Perret. 2015. 21 p. (< halshs-01185752 >). @

Cet article, illustré par le cas de la Haute-Alsace, envisage le territoire de trois façons : comme un espace de coopération et d'innovation, sous l'angle d'un construit social à la fois support identitaire aux pratiques d'acteurs et producteur d'identité et, enfin, comme un espace d'interconnexion. Ces trois modes d'analyse permettent de mettre en évidence l'émergence d'une approche collaborative du territoire qui s'appuie sur des valeurs et des pratiques sous-tendues par l'histoire de l'Alsace pour fédérer l'ensemble des citoyens autour du projet régional.

Cohésion sociale

• L'inclusion.

B. Bouquet ; M. Jaeger ; P. Dubéchet et al.

Vie sociale, n° 11, 3/2015. 256 p.

Les termes « cohésion sociale » et « inclusion sociale » sont de plus en plus utilisés dans les médias, par les politiques, et dans le milieu associatif et social. Pourtant, ils suscitent des interrogations, notamment sur la distinction entre la notion d'inclusion sociale et celles d'intégration ou d'insertion. Ces termes considérés par certains comme identiques, par d'autres comme recouvrant des réalités différentes, sont significatifs d'une évolution qui nécessite d'être analysée.

• Pas de quartier(s) pour les grands ensembles ?

Fabien Desage.

Cahiers français, n° 388, septembre 2015. pp. 22-38.

L'auteur analyse les dynamiques politiques, économiques et sociales qui ont conduit à la situation actuelle des quartiers prioritaires. Il s'intéresse ensuite aux politiques publiques mobilisées en pointant notamment la réduction de problèmes sociaux à leur inscription dans l'espace urbain.

Développement durable

• Accelerating low-carbon development in the world's cities.

A. Gouldson ; S. Colenbrander ; A. Sudmant et al.

Working paper. Global commission on the economy and climate ; septembre 2015. 38 p. @

Selon cette étude, transformer les communes en smart cities permettrait de réaliser des économies substantielles et de réduire

Economie sociale et solidaire

• Innovation sociale : mode d'emploi.

Avise avec le soutien de la Caisse des Dépôts et du Fonds social européen. Septembre 2015. 24 p. @

Cette publication apporte à la fois des éléments de définition, des outils pour caractériser les projets, des exemples d'initiatives dans de nombreux secteurs et dresse le panorama des dispositifs publics et acteurs de l'accompagnement et du financement à l'innovation sociale en France.

Egalité - Inégalité

• Fractures françaises.

Fondation Jean Jaurès ; Gérard Courtois ; Gilles Finchelstein ; Pascal Perrineau ; Brice Teinturier. Septembre 2015. 51 p. @

Des Français moins pessimistes, mais toujours fortement crispés sur certains sujets de société ? C'est le portrait d'une société toute en paradoxes que dresse, depuis 2013, l'enquête annuelle « Fractures françaises », réalisée par Ipsos en partenariat avec *Le Monde*, Sciences Po et la Fondation Jean-Jaurès. Les auteurs proposent une exploration détaillée qui décrypte, notamment, les questionnements des citoyens sur leurs institutions, la mutation des clivages politiques et leur rapport aux autres.

• Les niveaux de vie en 2013.

A. Boiron ; J. Labarthe ; L. Richet-Mastain ; M. Zergat-Bonnin.

Insee Première, n° 1566. Septembre 2015. 4 p. @

Principaux enseignements : en 2013, en France métropolitaine, le niveau de vie médian de la population s'élevait à 20 000 euros annuels et est ainsi quasiment inchangé (en euros constants) par rapport à celui de 2012. La pauvreté concernait quant à elle 8,6 millions de personnes, soit 14,0 % de la population et c'est parmi les chômeurs et les adultes de moins de 30 ans qu'elle reculait de manière la plus significative.

• Les inégalités sociales entre Européens : un état des lieux.

Cédric Rio.

Working paper, n° 1, 2015. 38 p. @

(Document produit dans le cadre du projet « Lutte contre les inégalités sociales au sein de l'Union européenne : pratiques et justifications »)

Sans prétendre à l'exhaustivité, l'objet de cet article est de procéder à un état des lieux des inégalités sociales entre les habitants de l'Union européenne. Focus sur trois éléments principaux : les inégalités de revenus, les conditions de vie (incluant les questions du logement) et l'accès aux soins, et enfin, l'accès à l'éducation et à la formation.

Evaluation

• Promouvoir une culture de l'évaluation des politiques publiques.

Conseil économique, social et environnemental (Cese) ; M. Nasser Mansouri-Guilani. Septembre 2015.

Le rapport du Cese signalé dans le précédent « En quelques clics » (n° 164) est maintenant disponible en téléchargement.

[Rapport](#) : @ [Note de synthèse](#) : @

Finances locales

• L'association des collectivités territoriales à la maîtrise des finances publiques : les exemples autrichien et italien.

Sénat ; Commission des finances ; C. Guené ; C. Raynal. Septembre 2015. 19 p. @

Les deux sénateurs ont étudié les pactes de stabilité interne mis en place par l'Autriche et l'Italie pour associer communes et régions à la maîtrise des finances publiques. A l'issue de leur analyse, ils suggèrent l'élaboration d'un pacte de stabilité à la française, « aux

règles transparentes et pérennes », qui s'inscrirait dans une logique pluriannuelle permettant, notamment, d'accroître la confiance entre l'Etat et les collectivités.

• Auditions à la Commission d'enquête "Baisse des dotations de l'État, investissement et services publics de proximité" (Assemblée nationale). @

Retrouvez en vidéo les nouvelles auditions réalisées dans le cadre de cette Commission. Personnalités auditionnées le 16 septembre dernier : Laurent Davezies, professeur du CNAM ; Jean-Christophe Baudouin, directeur des stratégies territoriales au CGET ; Bruno Delsol, directeur général des collectivités territoriales.

Page dédiée à cette Commission sur le site de l'Assemblée nationale

Habitat - Logement

• PNRU : les chiffres 2014.

Agence nationale du renouvellement urbain (Anru). Septembre 2015. 25 p. @

Ce document de synthèse compile les données afférentes à la programmation et aux engagements dans le cadre du Programme national de rénovation urbaine (PNRU). Au 31 décembre 2014, les ressources dont est doté le PNRU au titre des conventions pluriannuelles sont affectées à hauteur de 11,7 milliards d'euros. La part des interventions sur l'habitat social représente près des deux tiers des investissements.

• Les limites du droit au logement opposable : entre ineffectivité et effets pervers.

Pierre-Édouard Weill.

Métropolitiques, septembre 2015. 6 p. @

Instauré depuis la loi Dalo de 2008, le droit au logement opposable connaît parfois certaines difficultés de mise en œuvre. Au-delà des retards pointés, l'analyse des modalités pratiques de son application montre que, dans certaines situations, il tend à exclure les plus démunis et à renforcer les logiques de la ségrégation socio-spatiale.

• L'entourage des personnes en situation de précarité résidentielle : force et faiblesse des liens sociaux dans l'exclusion du logement.

Pascale Dietrich-Ragon.

Revue française de sociologie, 2015/2 (Vol. 56), pp. 301-330.

Cet article s'intéresse à l'entourage des personnes en situation de précarité résidentielle et montre en quoi le manque de soutien des proches peut être à l'origine de la précarité résidentielle et la façon dont cette dernière contribue, en retour, à l'isolement relationnel. Il analyse ensuite les conditions du recours au logement social et le rôle des liens sociaux et familiaux dans cette démarche.

Métropole

• La métropole parisienne : une mosaïque sociale de plus en plus différenciée.

Anne Clerval ; Matthieu Delage.

Métropolitiques ; septembre 2015. 8 p. @

S'appuyant sur les données détaillées du recensement pour étudier les transformations de la métropole parisienne, les auteurs montrent qu'une dynamique d'embourgeoisement continu ne doit pas occulter la force de la division sociale de l'espace francilien, notamment à l'échelle infra-communale.

Observation – Analyse de l'espace

• Regards d'experts sur les mutations d'une France durable.

Acteurs publics, n° 117, sept.-oct. 2015. pp. 78-85.

L'exposition « Habiter durablement nos territoires », organisée par le CGET et la revue *Acteurs publics*, apporte un éclairage sur les mutations récentes et structurantes des territoires français, donnant des clés de compréhension et de décision sur des politiques publiques transversales : urbanisation, démographie, transition

Planification

• Mise en œuvre du schéma directeur IdF 2030.

IAU-Ile-de-France. Édouard Massonneau.

1. Bilan 2014 : méthodologie du suivi.

Note rapide – Planification, n° 694, septembre 2015. 4 p. @
Le schéma directeur Île-de-France 2030 est en application depuis un an et demi. Conformément à l'engagement pris par le Conseil régional, une évaluation de sa mise en œuvre aura lieu en 2019. Le suivi, d'ores et déjà engagé, est un processus indispensable pour disposer des données nécessaires à cette évaluation.

2. Bilan 2014 : premiers résultats.

Note rapide – Planification, n° 695, septembre 2015. 4 p. @
Un an et demi après l'approbation du schéma directeur, le premier bilan de son application s'appuie sur l'actualité régionale pour dresser l'état initial et restituer les résultats qui ont pu être observés.

Réforme territoriale

• Nouvelles régions françaises : un profil de crédit toujours favorable dans un contexte européen.

Standard & Poors ; C. Doré ; M. Fadli ; J-B. Legrand et al.
Septembre 2015. 17 p. @

Avec les fusions et avec les nouveaux transferts de compétences, les régions françaises vont quasiment doubler leurs budgets. Elles ne parviendront toutefois pas à faire jeu égal avec les budgets des régions des autres pays européens, estime l'agence. Au final, les fusions auront un impact assez limité, tant en termes d'économies d'échelle que de profil de crédit.

• Loi NOTRe – Principales dispositions du texte.

Maires de Grandes Villes ; Communautés urbaines et métropoles de France. Septembre 2015. 19 p. @

Cette note présente les principales dispositions de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

• Loi NOTRe. Simplification, rationalisation et économies... La nouvelle organisation territoriale atteindra-t-elle ses objectifs ?

Aurélien Hélias.

Le Courrier des maires, n° 293, sept. 2015. pp. 20-25. @

Retour sur la place de la région, du département et des métropoles dans la nouvelle organisation territoriale, sur les objectifs de simplification et d'économies et sur l'intégration intercommunale.

• Grandes régions : quelle place pour les élus locaux ?

Sarah Finger.

Maires de France, n° 327, septembre 2015. pp. 30-32.

La mise en œuvre des grandes régions s'accompagne parfois d'amertume : certains élus estiment en effet que leur avis n'est pas suffisamment pris en compte et que le dialogue entre collectivités n'est pas assez mis en valeur.

Santé

• Vingt ans de recomposition territoriale de l'offre de soins : un bilan décevant.

In : « Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale ».

Cour des comptes ; septembre 2015. 32 p. @

L'offre de soins s'est recomposée au cours des vingt dernières années, mais de manière lente et inégale. Les leviers utilisés par les pouvoirs publics pour la faire évoluer ont progressivement perdu de leur force contraignante et produisent des résultats mitigés. De nouveaux outils sont nécessaires afin d'assurer l'égalité d'accès à des soins de qualité pour tous.

Transport - Mobilité

• Towards new urban mobility - The case of London and Berlin.

LSECities ; septembre 2015. 49 p. @

L'objectif principal de cette étude est de contribuer à une meilleure compréhension des attitudes et des comportements des résidents urbains dans leurs trajets quotidiens et d'utiliser cette connaissance pour évaluer le potentiel d'un changement de comportement et d'identifier de nouvelles pistes d'intervention politique.

Urbain – Sociologie urbaine

• Les « documents thématiques » d'Habitat III.

UN-Habitat ; septembre 2015, pagin. mult. @

En mai, l'NU a publié 22 "documents thématiques" qui présentent une analyse en profondeur des thèmes significatifs pour les débats vers Habitat III. Ces documents sont désormais accessibles en français. Parmi les thèmes abordés : Villes inclusives, gouvernance urbaine, planification urbaine, développement économique local, résilience urbaine, relations villes-campagnes, villes intelligentes ...

• Webdocumentaire « Sarcellopolis ». @

Récompensé du Visa d'Or 2015 du meilleur webdocumentaire, « Sarcellopolis » nous plonge dans une ville de banlieue parisienne, Sarcelles, qui fut longtemps un exemple de mixité sociale réussie. Le but de ce film interactif est d'abord de faire rencontrer des gens qui ne croisent pas ou plus, et de faire un travail de médiation entre des habitants qui souffrent de se sentir un peu cloisonnés.

• Apprendre du stigmatisme par l'expérimentation. Des "jeunes des quartiers" qui s'affranchissent.

Michaël Bailleul.

Agora Débats/Jeunesse, n° 71, 2015/3 ; Presses de Sciences Po ; septembre-octobre 2015. pp. 35-48.

Cet article montre comment et en quoi l'expérimentation du stigmatisme d'être un jeune issu d'un « quartier » peut devenir une source de savoirs, voire constituer un tuteur d'apprentissage positif. L'auteur formule l'hypothèse que certains « jeunes des quartiers » tout en vivant au quotidien avec le stigmatisme dépassent le sentiment de soumission et parviennent à construire de nouvelles aptitudes qui leur sont profitables.

Actualité législative et parlementaire

• Décret n° 2015-1138 du 14 septembre 2015 rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

• Décret n° 2015-1165 du 21 septembre 2015 relatif au secrétariat général pour la modernisation de l'action publique.

• Arrêté du 21 septembre 2015 portant organisation du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique.

• Arrêté du 16 septembre 2015 relatif au statut du Conseil national de l'action sociale.

• Circulaire n° 2015-149 du 31 août relative à la politique d'aide sociale des établissements scolaires.

• Convention annuelle d'objectifs relative au service civique entre le ministère de l'Égalité des territoires et de la Ruralité et la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS).

• Question écrite (Sénat) n° 15821 relative au financement du sport dans les territoires.

• Question écrite (Assemblée nationale) n° 71066 relative aux effets du classement de territoires en zone de revitalisation rurale (ZRR).

• Question écrite (Assemblée nationale) n° 81982 relative aux règles qui conditionnent l'application du régime d'allègement de l'impôt sur les bénéfices des entreprises situées en zone de revitalisation rurale (ZRR).

• Question écrite (Assemblée nationale) n° 72486 relative à la progression de la sédentarité en France, en particulier parmi les jeunes. [CGET cité].